

Réunion de collège public**Discussion sur le constat :**

Un groupe de travail a trouvé les données chiffrées intéressantes, mais regrette que ces chiffres aient été donnés sans dire ce qu'ils recouvrent réellement et s'interroge sur les causes de l'augmentation des coûts. N'y aurait-il pas là l'intention de remettre en cause les revalorisations salariales passées, dont il était attendu qu'elles produisent des améliorations des performances du système ? Ces données ne sont pas mises en perspective avec les évolutions de la société et des élèves. Elles sont essentiellement quantitatives.

05 : « quel socle commun de connaissances, de ... scolarité obligatoire. »

Nécessité de définir un socle commun de connaissances afin de pouvoir répondre à la diversité des élèves.

Socle commun nécessaire en primaire :

1. Privilégier l'apprentissage du français. Maîtriser le français écrit. Octroyer un nombre supérieur d'heures d'enseignement du français.
2. Revenir à des valeurs de respect, d'honnêteté, de morale, redonner un sens à la notion d'effort.
3. Insister sur l'apprentissage des mathématiques.
4. Développer les travaux manuels, les travaux d'observation. Laisser s'exprimer la création des élèves et les mettre en relation avec des exercices concrets.
5. Favoriser l'ouverture d'esprit des élèves par l'enseignement des sciences, de l'histoire et de la géographie.

A la suite de cet énoncé : comment évaluer ce socle commun et que faire si les élèves sont en échec à l'issue de cette évaluation ?

Définition du socle commun nécessaire à l'issue du collège :

1. Maîtrise de l'environnement socio-économique.
2. Il n'existe pas de matières fondamentales.
3. Les programmes doivent être moins ambitieux, moins intellectuels. Ils doivent être plus pratiques, plus concrets.
4. Donner aux élèves tous les atouts pour faire leur choix.
5. Apprendre aux élèves à apprendre.
6. Augmentation des heures de français pour permettre une meilleure maîtrise de la langue.
7. Poser des règles de base de civisme, civilité, morale, valoriser la notion d'effort et de chemin parcouru.

Ces éléments doivent permettre aux élèves de faciliter leur intégration dans la société pour acquérir une certaine liberté.

Enfin les enseignants interpellent la société au regard de la culture qu'elle nous montre, véhiculée par la mondialisation, en totale inadéquation avec les missions de l'école.

08 : « Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves » :

Dans cette commission, certains intervenants ont exprimé des doutes sur le résultat de ce débat et des craintes quant aux décisions à venir, alors qu'il est envisagé la suppression d'un fonctionnaire sur deux et la réduction des horaires de certaines disciplines.

Conditions de travail des élèves et rythmes scolaires...

Des parents ont fait remarquer que les élèves avaient des conditions de travail très dures : lourdeur de la journée de cours, formes d'enseignement très contraignantes....

Pour quelle efficacité ?

L'allègement des conditions de travail passe-t-il forcément par une réduction d'horaire dans les disciplines ? Il serait souhaitable de changer les rythmes scolaires et d'avoir un système plus souple : il ne s'agit nullement de supprimer des matières, mais de mieux utiliser les moyens. Il faut donc revoir l'organisation de l'enseignement, avec des journées moins chargées davantage étalées sur l'année.

Pour cela, ne pourrait-on pas s'inspirer des autres modèles européens ? Les professeurs de langues ont informé le groupe de la manière dont fonctionnait l'enseignement en Allemagne, Italie et Angleterre. Il ne s'agit pas de copier ou transposer un de ces systèmes, ce qui serait absurde, mais d'en adapter peut-être les aspects les plus positifs.

Ainsi, il faudrait donner plus de temps libre aux élèves, lequel serait consacré à des activités culturelles et sportives, ce qui suppose un plus grand nombre d'équipements en gymnases, piscines, salles vidéo...que ceux dont disposent actuellement les établissements scolaires.

Le plaisir d'apprendre à travers des activités motivantes...

Un élève est sur la voie de la réussite quand il éprouve du plaisir à travailler et qu'il en a le désir. C'est pourquoi, il est très important de maintenir les enseignements artistiques qui peuvent motiver les élèves. Or, les épreuves artistiques ne sont plus obligatoires au concours des professeurs des écoles, ce qui inquiète fortement parents et enseignants.

Les arts plastiques, la musique, sont indispensables à l'épanouissement et à la formation des élèves et même la lutte contre l'illettrisme, a fait remarquer un intervenant, s'appuie sur les arts et le culturel. Il n'est donc pas question qu'on réduise les horaires de ces disciplines ou qu'on les supprime.

La motivation passe aussi par l'interdisciplinarité (les Itinéraires de Découverte par exemple) qui rend l'enfant plus curieux et plus actif.

Mais peut-on concilier épanouissement et performance ? s'est demandé quelqu'un.

Les enfants doivent-ils être les meilleurs ou doivent-ils donner le meilleur d'eux-mêmes ?

Epanouissement et efforts vont ensemble. Le goût de l'effort reste indispensable dans toutes les disciplines et il faut lui conserver toute sa place.

Par ailleurs, il faut changer les critères d'évaluation. Qu'est-ce qu'on évalue à l'école ?

Comment parvenir à évaluer d'autres capacités que celles strictement scolaires ?

Echec scolaire et milieu social : quelle aide apporter ?

Dans la plupart des cas, les enfants en difficulté viennent d'un milieu social défavorisé où il n'y a aucun accompagnement scolaire.

Il est nécessaire de donner aux enfants des méthodes et travail, de leur apprendre à apprendre.

Il existait auparavant, dans l'établissement, des séances d'aide méthodologique, en petits groupes. Les parents regrettent que ces séances aient disparu.

On a également souligné l'importance du travail de groupe qui permet l'entraide, l'échange, le partage entre élèves ainsi que l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité.

L'apprentissage de l'oral doit être développé et renforcé.

Il faut aussi aider l'enfant à se situer, en lui fixant, par exemple, de petits objectifs à atteindre progressivement, par étapes.

Echec et violence...

A été soulevé le problème des élèves en échec et en refus scolaire, que l'on maintient tout au long du cursus scolaire, sans rien leur proposer.

Cette situation est une forme de violence qui engendre la violence puisque l'on maintient des gens en face d'objectifs qu'ils ne peuvent atteindre : l'élève végète et a une image de lui-même complètement dévalorisée. Son échec est renforcé.

C'est donc le problème du collège unique, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, qui est posé.

Certains ont regretté la disparition des 4^e et 3^e technologiques qui semblaient une réussite.

Des parents ont également regretté qu'il n'y ait pas suffisamment d'assistantes sociales et d'infirmières dans les collèges : ces personnes qui remplacent souvent les parents jouent un rôle important.

Enseignement et débouchés économiques...

Enfin, au moment où les licenciements se multiplient, des parents se sont inquiétés de la qualification des élèves qui sortent de l'école. Il y a une dimension économique à prendre en compte. Des gens sans diplôme ont peu de chance de trouver du travail.

Comment faire pour que les élèves en aient conscience ? Quels moyens utiliser pour qu'ils réagissent ?

Un intervenant a déclaré que , contrairement à l'entreprise, l'école est un milieu protégé. Le monde de l'entreprise est, lui, très dur et n'épargne personne.

Pour terminer, *la commission a affirmé la nécessité de défendre le service public d'éducation sous la responsabilité de l'état*. La décentralisation risque d'accentuer encore les inégalités, les régions et les départements n'ayant pas les mêmes moyens.

20 : « Comment l'école doit elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?

1. Le groupe s'est interrogé sur l'empilement des réformes, souvent imposées, et des directives qui se succèdent sans cohérence et sans être jamais évaluées.

L'argent doit être utilisé de manière cohérente, suivie dans le temps et avec un système d'évaluation.

Le débat actuel reposant sur une remise en cause de la loi d'orientation de 1989, il aurait été souhaitable de rappeler quels en étaient les objectifs.

S'agissant de la progression des dépenses d'éducation, correspond-elle à l'adaptation de l'Education Nationale à la demande économique (évolution des exigences patronales en terme de qualification des emplois), à la demande sociale (souhait des parents de voir leurs enfants faire des études ; ascenseur social) ou à la volonté d'acheter la paix sociale (réponse des gouvernements aux revendications syndicales) ?

2. A travers l'exemple de la maternelle, le groupe a pointé l'absence de définition partagée des missions des différents degrés de l'Ecole, et l'absence de hiérarchisation objective de l'affectation des moyens. Pourquoi le primaire, fondamental dans l'acquisition de la lecture, de l'écriture ne bénéficie-il pas de moyens renforcés ?

Le principe élitiste du système a également été pointé au travers notamment du décalage entre les moyens affectés par étudiant pour les classes préparatoires et pour l'université.

N'y aurait il pas lieu de mettre en œuvre une politique de discrimination positive pour favoriser un traitement équitable de tous ? (La dualité égalité/équité fait débat dans le groupe).

La nécessité de la présence de plus d'adultes dans les établissements ressort des travaux du groupe. Il est cependant évoqué la hiérarchisation actuelle des catégories d'adultes qui devrait céder la place à une même appartenance de tous à la communauté éducative.

Il convient de veiller à ce que l'augmentation du nombre d'adultes ne contredise pas l'objectif de la diminution du nombre d'élèves par classe.

3. Les établissements semblent disposer de faibles marges de manœuvre quant à l'utilisation des dotations qui leurs sont attribuées (DHG, de l'Etat et crédits du Conseil Général). Ces marges ne font pas l'objet de discussions et de décisions collectives dans l'établissement. Les membres du groupe, estiment manquer de formation et d'information sur les questions budgétaires et leur intérêt pour la question en souffre.

Il est donc demandé que des formations sur le budget d'un établissement puissent être dispensées, en prenant sur les crédits disponibles pour le projet d'établissement.

La provenance des différents financements fait débat : les crédits d'Etat proviennent notamment de l'impôt sur le revenu qui est un impôt redistributeur et proportionnel, alors que les financements émanant des collectivités territoriales découlent des impôts locaux, archaïques et injustes quant à leur assiette. En outre, certains programmes des collectivités territoriales semblent manquer de transparence et de contrôle (ex. : les transports scolaires dans notre département et les marchés dont ils font l'objet).

4. Dans le cadre du débat sur formation initiale/formation différée, il apparaît nécessaire de rajouter un troisième élément : la formation continue. Comment à partir de là faire fonctionner l'ensemble du système ? La qualité de chacun des éléments semble pouvoir être le lien permettant de passer de l'un à l'autre.

Formation initiale et formation différée relèvent plus du secteur public ou parapublic et sont validées par des diplômes ou des reconnaissances officielles et nationales, la formation continue relevant pour sa part plus du marché, la reconnaissance se situant plus au niveau de l'entreprise.

La Validation des Acquis de l'Expérience doit être plus développée et ouvrir des passerelles entre les différents secteurs de la formation.

Les TICE, qui sont rentrées dans les établissements et dans les pratiques pédagogiques, n'ont pas entraîné une réflexion sur les contenus (ex. : on projette toujours les mêmes exercices à trous, mais maintenant avec un micro ordinateur portable et un vidéo projecteur...). Qu'en sera-t-il quand il n'y aura plus de personnel affecté à l'entretien des salles informatiques et des réseaux (disparition des emplois-jeunes) ?

10 : « Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Qu'est-ce que la réussite, comment trouver l'épanouissement dans la vie professionnelle ?

Pour le jeune, comment déceler assez tôt ses aspirations afin de suivre au mieux un parcours direct, ou tout au moins exempt de trop d'incertitudes ?

Faut-il garder le tronc commun actuel alors que l'individualisation de l'éducation se développe de par la diversité des publics et des technologies galopantes, le brevet dans sa forme actuelle n'est-il pas à revoir, est-il le minimum requis pour tous ?

Dès la 5eme, il serait bon de prévoir des contenus adaptés à ceux qui lâchent prise, sans pour autant en faire des classes à part, intégrer un pavé technologie, améliorer le fonctionnement des stages de découverte sur la base du volontariat en impliquant davantage les entreprises.

Les itinéraires de découverte : une très bonne idée mais déjà dénaturés, ils sont loin des objectifs ; il faut qu'ils soient une discipline à part entière et non plus facultatifs pour les enseignants ; il faut les garder et les améliorer.

Un système de passerelles permanent et multidirectionnel ,en accord avec les contenus doit exister afin que le jeune puisse bifurquer à tout moment de sa progression ,y compris après le brevet ou une vraie seconde de découverte devrait être créée. Mettre au point en quelque sorte un bac en quatre ans pour ceux qui le souhaitent ou le nécessitent.

La filière CAP ,BEP ,Bac pro. doit être revalorisée (réapparition de CAP abandonnés...) et bénéficier du système de passerelles , il faut faciliter la reprise d'études après une interruption et étendre le système du bilan de compétences.

Remarques sur le débat :

Un groupe a travaillé successivement sur 5 thèmes, regroupant l'ensemble des questions abordées dans la note de présentation :

- la France dépense-t-elle trop ou trop peu pour l'Education ? Les dépenses d'Education sont elles bien réparties entre les différents degrés du système éducatif ? La part des salaires des personnels dans la structure de la dépense d'éducation.
- Faut il cibler d'avantage l'usage des moyens ?
- Evaluation et autonomie
- Quel partage entre formation initiale et formation différée ?
- TICE

Les 3 priorités pour l'Ecole :

1. L'Ecole doit faciliter l'intégration des enfants dans la société.
2. L'Ecole doit lutter contre les inégalités entre les enfants.
3. L'Ecole doit faire une place plus grande à la formation continue.